Avant-propos

Nos armées ont la lourde responsabilité d'assurer la protection de la population française et de nos intérêts partout dans le monde comme sur le territoire national, ainsi que de participer à la résilience de l'État au quotidien, c'est-à-dire être en mesure de rester organisé et de fournir des capacités essentielles à la pérennité de la Nation et au secours des populations dans les situations les plus difficiles.

Avec près de 21 000 personnels et des centaines d'unités et d'entités implantées dans toute la région Auvergne-Rhône-Alpes, le ministère des Armées est un acteur majeur du territoire et un partenaire des collectivités et acteurs locaux. Les troupes de montagne y jouent un rôle historique et important depuis leur création en 1888.

La 27^e brigade d'infanterie de montagne est détentrice de capacités opérationnelles reconnues et met en œuvre des savoir-faire spécifiques. Elle peut, en particulier, réaliser toutes ses missions dans des reliefs escarpés et dans des conditions climatiques extrêmes. Sa présence aux côtés de l'École des pupilles de l'air et de l'espace - seule unité hors armée de Terre prise en compte dans l'étude - est source de dynamisme territorial. Outre son statut d'employeur, elle induit de la consommation de biens et services, apporte de nouvelles compétences dans le territoire grâce aux conjoints installés, contribue au maintien de services et suscite de nouveaux besoins, tels que ceux liés à l'enfance, par la présence de nombreuses familles.

C'est dans cet esprit de développement de l'esprit de défense et du lien entre la Nation et ses armées que cette étude relative à l'inscription territoriale de nos armées dans les territoires alpins sous le prisme économique a été conduite avec l'Insee. En effet, l'ancrage territorial participe directement de notre modèle de défense et, plus largement, de notre cohésion nationale, ciment de la « force morale » de notre Nation. L'emploi direct, celui des personnels des armées, l'emploi « indirect », mesuré à partir des commandes passées directement par les unités du ministère dans les territoires alpins à leurs fournisseurs, et l'emploi « induit », généré par la consommation des ménages bénéficiant des emplois directs et indirects y sont estimés à partir d'une méthodologie rigoureuse et éprouvée.

Cette étude démontre que l'impact économique des unités du ministère des Armées dans les territoires alpins est très significatif. Son évaluation serait encore plus importante si l'ensemble des commandes du ministère des Armées via des marchés centralisés et/ou à des fournisseurs hors de la région d'étude ou bien encore à des entreprises de la base industrielle et technologique de défense était pris en compte, ce que ne permettent pas, à ce stade, les outils statistiques et les données disponibles. Les répercussions de la loi de programmation militaire (LPM) pour la période 2024-2030, et les augmentations de budget correspondantes, n'ont naturellement pas pu être prises en considération.

Enfin, au-delà de son impact économique dans les territoires alpins, le ministère des Armées est un acteur majeur dans de multiples domaines : mémoire, patrimoine, culture, politiques jeunesse ou environnementale. Par l'étendue de ses vastes terrains militaires dont la superficie se compte en milliers d'hectares, il contribue à la maîtrise de l'artificialisation, à la valorisation de la biomasse et à la préservation de la biodiversité.

Général Lionel Catar
Commandant de la 27^e brigade d'infanterie de montagne

Jérôme Harnois
Directeur régional de l'Insee Auvergne-Rhône-Alpes